

Mercredi (après-midi) 4 juin 2014

Direction de la police et des affaires militaires**66 2013.1528 Motion 314-2013 Muntwyler (Berne, Les Verts)
Remplacement des limousines du canton par des véhicules peu polluants**

N° de l'intervention: 314-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.11.2013
Déposée par: Muntwyler (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 544/2014 du 30 avril 2014
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Remplacement des limousines du canton par des véhicules peu polluants

Le Conseil-exécutif est chargé, lors du renouvellement des véhicules du canton, de porter son choix sur les voitures les moins chères dans la catégorie de celles avec des émissions de CO₂ de moins de 95 grammes par kilomètre (objectif fixé par l'UE pour 2020 et que la Suisse reprendra tôt ou tard). Les véhicules alimentés par de l'énergie produite dans le canton de Berne (électricité p. ex.) seront privilégiés. La préférence sera également donnée, parmi les véhicules électriques, les véhicules hybrides rechargeables et les véhicules hybrides, à ceux dont le prix de revient est le plus avantageux (énergie, assurance, impôts). Un appel d'offres sera lancé auprès des fournisseurs de courant pour l'infrastructure de chargement (infrastructure plus énergie). Dans l'idéal, le fournisseur devra prendre à sa charge les frais d'infrastructure. Les limousines du parc automobile devront être remplacées immédiatement pour économiser de l'argent.

Développement

La voiture est un objet de prestige. Ainsi, les chefs d'Etat des pays pauvres se déplacent dans des véhicules de luxe pour l'image. C'est ce que font également les membres du Conseil-exécutif du canton de Berne. Ces véhicules sont coûteux à l'achat et à l'entretien et ils émettent de grosses quantités de CO₂. Le carburant vient de l'étranger ce qui dégrade la balance commerciale de la Suisse. Parallèlement, ces voitures donnent un mauvais exemple aux contribuables bernois. Les gens influençables tendent à acquérir des véhicules similaires pour affirmer leur statut.

Si le monde s'inspirait du modèle helvétique, nous aurions cinq milliards de véhicules en circulation (moins d'1 mia actuellement¹). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) réclame la généralisation des véhicules électriques en 2050².

L'industrie automobile est aujourd'hui en mesure de fabriquer des véhicules très confortables, à basse émission de CO₂ et faible consommation d'énergie, fonctionnant essentiellement au courant indigène³.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le titre de sa motion, l'auteur fait état des limousines du canton de Berne et cite par la suite, à titre d'exemple, les véhicules utilisés par les membres du Conseil-exécutif. Or, dans l'introduction, il évoque le renouvellement des véhicules du canton de Berne. Le Conseil-exécutif part donc du principe que la motion porte sur l'ensemble des véhicules dont le canton fait l'acquisition.

Dans le cadre du projet d'optimisation de l'action de l'administration bernoise sur les marchés publics (*Projekt OB BE*), le Conseil-exécutif a décidé de centraliser les procédures d'adjudication du

¹ «Strategie 2 phase» IEA Implementing Agreement «Hybrid- and electric vehicles», IEA IA HEV, 1998

² IEA IV roadmap et rapport annuel, IEA Paris, 2012

³ Ma propre expérience menée en 2013

canton notamment en ce qui concerne les commandes de véhicules. À l'avenir, la Police cantonale se chargera de l'acquisition des véhicules standard (p. ex. voitures et véhicules de livraison légers) pour l'ensemble des Directions. Les procédures d'adjudication étant pour l'instant encore décentralisées, il n'est pas possible d'indiquer globalement dans quelle mesure les facteurs environnementaux sont pris en compte.

Depuis plusieurs années, la Police cantonale accorde une importance particulière aux facteurs environnementaux lors de l'acquisition de véhicules d'intervention. Quant aux véhicules qui ne sont pas destinés aux tâches policières, ce sont ceux dont l'émission de CO₂ est faible qui sont privilégiés. L'appel d'offres public réalisé l'année dernière en vue de l'acquisition de véhicules d'intervention pour la Police cantonale pour ces prochaines années présentait les cinq critères environnementaux suivants, qui ont été évalués.

- Consommation de carburant: plus elle est faible, plus l'évaluation est bonne
- Émission de CO₂: plus elle est basse, plus l'évaluation est bonne
- Catégorie d'émission de gaz d'échappement
- Catégorie d'efficacité énergétique
- Filtre à particules, système de filtre

Les cahiers des charges définissent également des prescriptions relatives à la charge à transporter, la puissance minimale du moteur et la nécessité d'une transmission à quatre roues motrices. La majorité des véhicules d'intervention de la Police cantonale doivent pouvoir transporter une charge utile de 550 kg au minimum, ce qui nécessite un coffre assez spacieux (matériel de signalisation et de barrage, lampes clignotantes, cônes de signalisation, etc). Ce matériel doit toujours être dans le véhicule en cas d'intervention imprévue.

En outre, lors de l'évaluation du coût total des véhicules proposés, les frais d'acquisition ont été pris en compte mais aussi les coûts de carburant (sur l'ensemble de la durée d'utilisation prévue par catégorie de véhicule). Dans le cadre de l'évaluation, ces deux aspects ont pesé dans la balance à environ cinquante pour cent. Les facteurs environnementaux influencent en effet aussi la rentabilité. La prise en compte de la consommation de carburant lors de l'achat de nouveaux véhicules a permis, ces cinq dernières années, de faire baisser continuellement le taux moyen de consommation par kilomètre sur l'ensemble des véhicules de la Police cantonale. Les facteurs environnementaux jouent donc d'ores et déjà un rôle déterminant lors de l'acquisition de véhicules, et il en sera de même à l'avenir.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'une consommation plus élevée d'électricité doit aussi être compatible avec les objectifs climatiques et énergétiques. La Police cantonale est toujours au fait des nouveautés en matière de véhicules électriques. Jusqu'à présent, les voitures hybrides ou électriques disponibles sur le marché se sont révélées insuffisamment adaptées pour une utilisation quotidienne lors d'interventions de police, en raison du nombre important de kilomètres à parcourir et de la capacité de transport nécessaire. L'acquisition de ce type de véhicule n'aurait donc pu être envisagée que pour certains secteurs, ce qui aurait entravé le projet de centralisation des achats du Conseil-exécutif.

Cependant, dès que les véhicules électriques disposeront des fonctionnalités nécessaires, ils seront pris en compte lors d'appels d'offres, surtout après la mise en œuvre de la centralisation des procédures d'adjudication dans le canton.

Le Conseil-exécutif est disposé à examiner les demandes de la présente motion de façon plus approfondie dans le cadre du projet d'optimisation de l'action de l'administration bernoise sur les marchés publics. Il propose donc l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 66, motion de M. Muntwyler, «Remplacement des limousines du canton par des véhicules peu polluants». M. Muntwyler est prêt à accepter (*la présidente agite sa cloche*) le postulat comme le propose le Conseil-exécutif. Est-ce que quelqu'un est contre ce postulat? – Oui, donc nous allons discuter de cette motion. M. Muntwyler, vous avez la parole. Nous sommes en débat libre.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Was ist der Hintergrund dieser Motion – nun des Postulats?

Der Bestand an Personenwagen steigt weltweit. 1998 hatten wir etwa 700 Millionen Personenwagen weltweit, heute etwa 900 Millionen. Jährlich kommen 60 Millionen hinzu, und die Zahl wird gemäss Internationaler Energie-Agentur IEA auf etwa 160 Millionen Fahrzeuge pro Jahr steigen. Wenn Sie das in den Bestand hochrechnen, sind wir bei 3 Milliarden Autos, also etwa dreimal mehr als heute. Diese Autos fahren natürlich nicht alle in der Schweiz, sondern auch in China, in Indien usw. Das ist der weltweite Trend.

Die Fahrzeuge werden zwar effizienter, (*la présidente agite sa cloche*) doch es wird trotzdem nicht möglich sein, den Mehrverbrauch dieses grossen Zuwachses mit der verbesserten Effizienz zu kompensieren. Deshalb muss man einen völlig neuen technischen Weg beschreiten und das ist die Elektrifizierung des Antriebsstrangs. Ich selber leite bekanntlich ein Forschungsprogramm der Internationalen Energie-Agentur, in dem über 20 Länder mitmachen. Im Moment sieht es so aus, als würden auch China und Indien mitmachen.

Gemäss der Internationalen Energie-Agentur wird 2050 alles elektrisch sein, und genau in diese Richtung geht es auch. Mit meiner Motion ging es mir eigentlich um die Vorbildwirkung. Ich habe den Vorstoss im November eingereicht und wusste damals noch nicht, dass wir eine Regierungsratspräsidentin haben, die das bereits realisiert hat: Frau Egger fährt nämlich ein solches Fahrzeug. Damit ist die Vorbildwirkung schon fast erreicht. Wenn nun die Regierung dies auf den gesamten Fahrzeugpark ausweitet, ist mir das nur recht. Mein Vorstoss soll natürlich in die Menge wirken. Letztlich soll jeder mit einem solchen Fahrzeug fahren. Diese können wir mit Strom aus erneuerbaren Energien betreiben – wahrscheinlich vorwiegend im Kanton Bern durch Wind, Sonne und Wasser erzeugt. Damit können wir auf den Import fossiler Energien verzichten. Das ist eigentlich die Idee, und deshalb bin ich mit der Antwort der Regierung recht zufrieden. Ich denke nämlich dann immer ein bisschen an Frau Egger. Manchmal denke ich auch an Samuel Leuenberger oder an die Grünen aus dem Mittelland Nord, die alle schon mit solchen Fahrzeugen fahren. Ich möchte auch noch erwähnen, dass man bei der Beschaffung auch eine Bündelung machen kann. Von der Regierung wird angeführt, dass es schwierig wäre, einzelne Modelle zu kaufen. Das ist eigentlich nicht der Fall. Es ist wie bei den Kopiermaschinen: Man kann einen Mix kaufen. Die Bestrebungen (*la présidente agite sa cloche*) der Regierung gehen also in die richtige Richtung, und deshalb bin ich mit der Wandlung in ein Postulat einverstanden.

Peter Studer, Utzendorf (PBD). Was sind eigentlich die Forderungen dieser Motion? Die Regierung wird aufgefordert, bei Neuanschaffungen von Autos das jeweils günstigste Fahrzeug der Fahrzeugkategorie anzuschaffen, das weniger als 95 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstösst. In Klammer ist noch erwähnt, das sei das EU-Flottenziel 2020 und werde früher oder später ohnehin übernommen werden müssen. Fahrzeuge, die einheimische Energie aus dem Kanton Bern nutzen, seien zu bevorzugen. Bei der Preisbetrachtung seien die günstigeren Betriebskosten bei Elektro-, Plug-in-Hybrid- und Hybrid-Autos zu berücksichtigen. Aber das Gefährt hat er vergessen.

Für Ladeinfrastruktur soll eine Ausschreibung bei Stromversorgern gemacht werden, und derjenige, der zum Zug kommen werde, soll die Kosten für die Infrastruktur übernehmen. Zudem seien vorhandene Staatslimousinen sofort zu ersetzen, wenn dabei Geld gespart werden kann.

Fakt ist: Heute gilt für Neuwagen ein Zielwert von 130 Gramm CO₂-Ausstoss pro Kilometer. Die von der EU für 2020 gerade erst geplante CO₂-Begrenzung auf 95 Gramm für Neuwagen muss erst noch ausgehandelt werden. Ein Vergleich zeigt, dass die USA für 2020 121 Gramm plant, China 117 Gramm und Japan 105 Gramm. Die gesamten PKW-Emissionen in Europa beträgt je nach Quelle gerade mal rund 10 Prozent des gesamten CO₂-Ausstosses.

Fakt ist weiter: Es gibt 66 Modelle mit weniger als 100 Gramm CO₂-Ausstoss. Das entspricht auf 100 Kilometer rund 3,8 Liter Diesel oder 4,2 Liter Benzin. Bei 12 Modellen beträgt der CO₂-Ausstoss weniger als 95 Gramm. 9 dieser 12 Modelle sind Dieselfahrzeuge mit PM10+-Russausstoss. Keine Fahrzeuge ausser den Tesla gehen über Kleinfahrzeuge hinaus.

Fakt ist weiter: Kein Stromversorger kann garantieren, dass der verwendete Strom in genügender Menge vorhanden ist und nicht in einem Kohlen- oder Gas-Kombi-Kraftwerk mit sehr hohem CO₂-Ausstoss produziert wurde. Die Forderung, dass der berücksichtigte Stromversorger Infrastruktur bereitstellt, ist schwer durchzusetzen, und was dies kostet, wird die Zapfsäule ausweisen. Die Forderung, Geld zu sparen, kann nicht mit dem Ersatz von Staatslimousinen erfüllt werden.

Und noch etwas: Für 2025 werden CO₂-Sparziele weltweit neu ausgehandelt, die Technik mit Emissionsrückführungen in allen Bereichen soll gefördert und mitberücksichtigt werden.

Ich empfehle, von Staatslimousinen auf Landauer mit schönen Pferdegespannen umzustellen und in städtischen Gebieten für Strassenreinigung, Schneeräumung und Transporte aller Art Pferdezüge

einzusetzen. Aus Sicht der Energiewende werden 13 Fraktionsmitglieder die gewandelte Motion als Postulat annehmen. Ein Mitglied wird sowohl die Motion wie auch das Postulat ablehnen, und das werde ich sein.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Der erste Teil dieser Motion beinhaltet ein wichtiges Anliegen auch der SVP, nämlich dass bei der Neuanschaffung von Autos das günstigste Modell zu bevorzugen ist. Gleichzeitig verlangt der Motionär aber, dass die neuen Autos die EU-Ziele 2020 betreffend Umweltfreundlichkeit erfüllen. Dies ist ein hochgestecktes Ziel. Die Forderung, die günstigsten Autos anzuschaffen, kann ja nicht mit den Forderungen nach Umweltverträglichkeit übereinstimmen. Es ist wohl allen klar, dass heutzutage die umweltfreundlichen Autos eben teurer sind. Sonst würden sie überall herumfahren.

Der Regierungsrat schreibt denn auch in seiner Antwort, dass bei der Anschaffung schon heute auf die Umweltfreundlichkeit geachtet wird, dass aber die heutigen Modelle der Hybrid- und Elektroautos für den täglichen Gebrauch – beispielsweise bei der Polizei oder Feuerwehr – nicht geeignet seien. Aus diesen Gründen lehnt die SVP den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat einstimmig ab.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Pour le PEV, cette motion de notre collègue Muntwyler part d'une excellente intention. Le choix des véhicules du canton, comme celui des particuliers d'ailleurs, devrait aujourd'hui être guidé par les aspects énergétiques. Cependant, si cette motion ne peut pas être soutenue sous cette forme, c'est bien qu'il y a aussi d'autres critères prépondérants qui ne peuvent pas être écartés sans autre lors de l'achat d'un véhicule. Quand on sait par exemple qu'un véhicule de police doit en tout temps pouvoir accéder même aux régions les plus reculées de notre canton, avec tout un matériel à bord qui a aussi son poids, on imagine bien qu'un véhicule hybride ou électrique d'aujourd'hui ne fait pas forcément l'affaire. Suivant le Conseil-exécutif et son raisonnement, le groupe évangélique soutiendra l'intervention sous forme de postulat, sachant que la motion est peut-être un peu prématurée. Urs Muntwyler est un visionnaire, mais nous savons aussi que les constructeurs offriront très bientôt les véhicules ad hoc.

Reto Müller, Langenthal (PS). Eine solche Staatskarosse, wie man sie sich vorstellt – grosse schwere Autos, Benzinfresser, Statussymbole –, will auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht sehen. Der Titel der Motion Muntwyler weist darauf hin und will dies verhindern. Ob es jetzt bei diesem Postulat, dieser gewandelten Motion, nur um diese paar wenigen Prestigeobjekte geht oder auch um die gesamte Fahrzeugflotte, ist eigentlich nicht mehr relevant. Es ist ein Prüfauftrag an die Regierung, dass sie künftig umweltfreundlichere Fahrzeuge anschaffen soll. Wir haben zur Kenntnis nehmen können, dass bereits heute ein vernünftiger Katalog von umwelttechnischen Kriterien besteht, der bei der POM für die Anschaffung von Fahrzeugen zur Anwendung kommt. Wir begrüssen auch, dass die Anschaffung aller Fahrzeuge des Kantons Bern dort über eine gemeinsame Stelle geregelt wird. Damit können auch die öffentliche Ausschreibung und das Bestreben, diese Fahrzeuge mittels Flottenverträgen möglichst günstig zu erwerben, eingehalten werden.

Andererseits würden wir uns ebenfalls wünschen, dass die Umweltkriterien und damit das Bestreben, als Kanton Bern auch möglichst sauber und umweltfreundlich mobil zu werden, bei dieser Beschaffung je länger, je mehr gewichtet werden. Der Kanton ist mit viel Vorbildcharakter in der Bevölkerung unterwegs. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion teilt die Meinung des Regierungsrats, dass die Anliegen innerhalb dieses Postulats eine weitere Prüfung der Beschaffung-Kriterien ermöglichen sollten, und befürwortet daher die Annahme dieses Anliegens.

Das sollte geistig dann vielleicht auch der Anstoss sein, die eigentlichen Staatskarossen durch schnittige Elektrofahrzeuge zu ersetzen oder – bestimmt noch besser – vielleicht in der Garage stehen zu lassen und als Regierungsmitglied öfter mit dem Zug, dem Velo oder, wie Peter Studer gesagt hat, dem Pferdewagen an eine Veranstaltung oder Sitzung zu reisen. Das wäre sympathisch und, wenn man die Prioritäten richtig setzt, zeitlich auch möglich. Zudem würde es die Gesunderhaltung der Regierung sichern. Damit wäre denn auch das Anliegen aus dem reisserischen Titel erfüllt.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Für die glp ist die Stossrichtung hundertprozentig richtig. Es ist für uns selbstverständlich, bei Neuanschaffungen immer auf den besten Standard zu achten. Für uns ist es daher gar nicht wesentlich, ob 95 oder 96 oder 94 Gramm CO₂ pro Kilometer

ausgestossen werden. Wesentlich ist uns immer der neueste Standard, und ich glaube, das will auch der Motionär.

Bei Punkt 2, die Staatskarossen sofort zu ersetzen, sind wir ein bisschen skeptischer. Uns ist klar, dass auch die günstigste Staatskarosse immer noch relativ viel Geld kostet. Dabei müssen wir einfach die graue Energie berücksichtigen. Dann wäre mir noch wichtig, dass der Motionär erklären würde, wie dabei Geld gespart wird. Was meint er mit «bei deren Anschaffungskosten oder bei ihren Betriebskosten»? Ich bitte ihn, dies noch zu klären. Für die glp ist klar: Wir werden diese Motion einstimmig als Postulat überweisen.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Der jüngste Bericht des International Tropical Timber Council (ITTC) zeigt klar, dass der Klimawandel fortschreitet und unsere Zukunft in erschreckendem Ausmass bedroht. Die CO₂-Emissionen und somit auch die Erderwärmung nehmen weiterhin ungebremst zu. Handeln tut also Not. Neben der Reduktion des Energieverbrauchs im Gebäudebereich und der Effizienzsteigerung bei Anlagen und Geräten muss heute eben auch bei der Mobilität eine Effizienzsteigerung erreicht werden. Und gerade auch bei der Mobilität müssen die erneuerbaren Energien Einzug halten.

Wir müssen probieren, auch dort den Durchbruch einzuleiten und schliesslich einmal zu vollziehen. Was wirkt dabei besser als ein Vorbild? Gerade die öffentliche Hand hat auch in der Elektromobilität eine ganz wichtige Vorreiterrolle.

An dieser Stelle gilt es auch, die vom Regierungsrat offenbar bereits angewendeten und in der Antwort dargestellten Beschaffungskriterien zu würdigen. Sie sind eine gute Grundlage, um die Fahrzeugflotte des Kantons Schritt für Schritt auf eine saubere, effiziente und klimaverträgliche Art und Weise hinzukriegen. Wenn zukünftig auch die Regierungsräte in hochmodernen Elektrofahrzeugen zu ihren zahlreichen Anlässen fahren, ist dies nicht nur umweltfreundlich, sondern auch sinn- und wirkungsvoll. Zudem ist es klima-, innovations- und technologiefreundlich und eine Superstandortpromotion für den Kanton Bern, der dabei auch immer auf seine sehr guten Institutionen wie Fachhochschulen und andere hinweisen kann.

Daher lassen wir uns, liebe Kolleginnen und Kollegen, doch von der Innovationskraft dieses Vorstosses inspirieren und sagen wir mutig Ja zu etwas, das in die Zukunft weist, uns dereinst hilfreich sein wird und dem Kanton ein positives Image gibt. Die Grünen stimmen dem Antrag einstimmig zu.

Hans Baumberger, Langenthal (PLR). Ich möchte zu Beginn festhalten, dass die FDP selbstverständlich die Idee, möglichst umweltschonende Fahrzeuge zu beschaffen, unterstützt. Wie wir der Antwort entnehmen, ist das nichts Neues, sondern wird bereits so gehandhabt. Der Motionär spricht zwar im Titel vom Ersatz der sogenannten Staatskarossen, doch er präsentiert dann zunächst viele andere Punkte wie zum Teil unrealistische Ideen der Strombeschaffung für die Elektrofahrzeuge.

Der Kanton Bern hat nur sieben solcher Staatskarossen. Vier davon sind neuesten Datums und haben alle Effizienzklasse A. Ausserdem gibt es ein älteres 4x4-Fahrzeug, das seinerzeit angeschafft wurde, damit Regierungsrat Luginbühl auch im Winter sicher nach Krattigen hinauffahren konnte. Es wäre naiv, zu glauben, dass diese sieben Autos aus dem Verkehr verschwinden würden, wenn der Kanton sie ersetzt. Etwa gleich naiv ist es, zu glauben, dass sich mental schwächere Bernerinnen und Berner zur Betonung ihres Status an einem solch unscheinbaren Mercedes der E-Klasse orientieren würden.

Auch hier haben wir es wieder mit einem Vorstoss zu tun, der darauf abzielt, der Regierung in das Tagesgeschäft hineinzureden, und dabei die Begründung nutzt, dass die Regierung heute bei der Beschaffung der Motorfahrzeuge elementare Regeln der Energieeffizienz nicht beachtet. Dem ist nicht so, das geht aus der Antwort der Regierung klar hervor. Der Vorstoss ist in Teilen nicht praxistauglich. Die FDP-Fraktion kann jetzt darauf verzichten, die Form der Motion, die gewandelt wurde, abzulehnen. Wir werden aber dem von der Regierung vorgeschlagenen Postulat zustimmen.

La présidente. M. Leuenberger a la parole en tant qu'intervenant individuel.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wenn neue, innovative Dinge auf den Markt kommen, ist es in unserer Gesellschaft allgemein so, dass am Anfang nur ganz wenige Menschen diese Dinge ausprobieren. Sie wollen sehen, wie das ist. Sie werden erst einmal als Pioniere oder auch als Fanatiker verschrien. In der bisherigen Debatte habe ich ab und zu auch etwas gespürt,

dass Sie das Gefühl haben, was Kollege Muntwyler hier fordert, sei überhaupt nicht von dieser Welt.

Das stimmt nicht. Es gibt genau solche Fahrzeuge und genau solche Technologien, und wenn wir diesen Vorstoss nun als Postulat überweisen, dann wird der Kanton Bern dies nicht sofort umsetzen, sondern im Verlauf der nächsten Jahre auf diesen Vorstoss zurückkommen, wenn Fahrzeuge ersetzt werden müssen. Bis dahin ist die Technik, beispielsweise bei den Elektrofahrzeugen, salonfähig und in der breiten Bevölkerung verankert. Sie ist dann also nichts Neues mehr. Wir nehmen nur die Zukunft etwas vorweg.

Es gibt schon jetzt bei den Elektrofahrzeugen sehr grosse Absatzzahlen. Es gibt schon jetzt Fahrzeuge, die über Hunderte von Kilometern fahren können. Und wenn hier am Rednerpult verbreitet wurde, es sei eine völlig deplatzierte Forderung, dass der Stromunternehmer die Ladeinfrastruktur zur Verfügung stellen soll, dann stimmt auch das nicht. Stromunternehmer haben diesen Trend schon lange erkannt. Das BKW hat Anfang dieses Jahres bekannt gegeben, dass sie zusammen mit der Groupe E und der Centralschweizerischen Kraftwerke AG (CKW) das MOVE-Ladenetz weiter ausbauen will, das in der West- und in der Zentralschweiz zum Teil schon existiert. Stromunternehmer stellen dieses Netz zum Teil selber zur Verfügung. Dort können Sie Strom tanken. Für alle, die es noch nicht gewusst haben: Gerade hier unter dem Rathaus hat es eine Stromtankstelle. Sie wurde übrigens nicht vom Kanton Bern finanziert, sondern von einer privaten Organisation.

Elektrofahrzeuge sind im Unterhalt auch bedeutend günstiger als benzin- oder dieselmotriebene Fahrzeuge. Es ist allgemein bekannt, dass sie in der Anschaffung etwas teurer sind, doch im Unterhalt benötigen sie lediglich sechs Teile, die regelmässig ausgewechselt werden müssen: die zwei Scheibenwischblätter und die vier Pneus. Die vier Pneus muss man sehr häufig auswechseln. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss anzunehmen.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenants. M. Muntwyler, vous avez la parole en tant que motionnaire.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Dem Votum von Samuel Leuenberger kann ich eigentlich nicht mehr viel beifügen. Er ist ein Profi und weiss, wie es geht. Ich wäre froh, wenn diejenigen, die noch denken, das sei eine utopische und unrealisierbare Idee, sich vielleicht bei ihm informieren. Natürlich kann man das auch bei mir machen, aber ich möchte mich nicht in den Vordergrund stellen. Das ganze funktioniert prima. Ich selber spare dabei unanständig viel Geld, obwohl ich mit Solarstrom rechne. Deshalb ist auch klar, dass wir die gesamten Kosten betrachten müssen. Solche Fahrzeuge kann man durchaus auch im Polizeieinsatz verwenden. Ich habe in meinen 20 Ländern sehr viele Beispiele, wo Hunderte von Elektroautos im behördlichen Einsatz unterwegs sind. Das geht bis zum Tesla bei der Polizei, die damit Geschwindigkeitssünder jagt. Es ist also realisierbar. Auch der Strom ist realisierbar. Wir sollten da durchaus etwas mehr Selbstvertrauen und Stolz haben. Im Kanton Bern haben wir nämlich die Möglichkeit, unseren gesamten Strom erneuerbar zu produzieren. Alle Energie, die wir heute für Verbrennungsfahrzeuge brauchen, können wir im Kanton selbst produzieren und das Geld auch gleich behalten. Viele machen das heute auch schon. Die Idee ist nun, dass man diese Sache etwas vorantreibt. Die Antwort des Regierungsrats zeigt mir, dass mein Anliegen ganz gut aufgehoben ist.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke Ihnen für die interessante Diskussion. Natürlich könnten wir jetzt über Energieeffizienz noch weiter diskutieren. Interessant ist einfach der Titel dieses Vorstosses im Vergleich zu seinem Inhalt.

Ich sage Ihnen noch einmal: Es gibt nur sieben Staatskarossen, aber insgesamt wahrscheinlich über tausend Fahrzeuge, die unser Kanton betreibt. Nicht nur bei der POM gibt es solche, auch bei der BVE, beispielsweise die Unterhaltsfahrzeuge auf den Autobahnen, oder bei der VOL die Fahrzeuge des Forstdienstes. Auch die angegliederten Institutionen im Gesundheitswesen haben Fahrzeuge. Oder haben Sie schon einmal die Spitex mit dem Trottinett im Einsatz gesehen? Daher ist die Antwort der Regierung ein Versuch, die Frage ein bisschen ganzheitlich zu betrachten und nicht nur bezogen auf die sieben sogenannten Staatskarossen.

Interessant scheint mir bei der Begründung von Herrn Muntwyler die Aussage: «Autos haben Prestigecharakter.» Das weiss ich als Jaguarfahrer, ich gebe es zu. «So fahren Staatsschefs von weniger begüterten Staaten teure Staatskarossen, um ihr Prestige zu betonen. Das tun auch die Regierungsrätinnen und Regierungsräte des Kantons Bern.» Ich selber mache es privat, und da

bezahle ich es auch selber. Tatsache ist einfach, dass mehrere Regierungen von andern Kantonen, auch von kleinen Kantonen wie beispielsweise Freiburg, grosse Mercedes S-Klasse haben. Wir haben – und das nehme ich durchaus auf meine Kappe – in den letzten sechs Jahren vier neue Regierungsfahrzeuge gekauft. Wir haben jedes Mal die günstigste Variante mit dem kleinsten Motor gewählt: zwei Mercedes E mit Energieeffizienzklasse A und zwei Audi ebenfalls mit Energieeffizienzklasse A. Ich denke, dies ist ein Schritt in die richtige Richtung.

Weil die Regierung die Forderungen im Rahmen des Projekts Optimierung des Beschaffungswesens in der Kantonsverwaltung (Projekt OB BE) vertieft prüfen will, schlägt sie Ihnen ja vor, dass dieser Vorstoss als Ganzes in ein Postulat umgewandelt wird. Dem hat der Motionär auch zugestimmt. Zudem will sie sich auch um alle anderen Fahrzeuge des Kantons kümmern, um die 1000 minus 7 Fahrzeuge, die hauptsächlich für die Luftverschmutzung verantwortlich sind, und nicht um die sieben Fahrzeuge der Regierung.

Noch ein letztes Wort: Wer meint, die Regierungsrätinnen und Regierungsräte des Kantons Bern seien so eitel, dass sie nie den Zug benutzen würden, ist auf dem Holzweg. Es ist ja klar, dass jeder von uns zu Sitzungen ausserhalb, beispielsweise in Zürich, mit dem Zug fährt. Da bereitet man sich ja sicher keinen Gefallen, wenn man es anders macht. Ich gehe davon aus, dass man das sehr vernünftig anwendet. Ich mache auch sehr häufig bei Sitzungen in Bern einen Fussmarsch. Zu allen Sitzungen im Bundehaus gehe ich beispielsweise zu Fuss. Das ist normal, und ich glaube, dabei müssen wir auch kein schlechtes Gewissen haben.

La présidente. Nous passons au vote. Je vous rappelle que cette motion a été transformée en postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption du postulat

Oui 91

Non 51

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.